



## Une politique de civilisation...

En baisse dans les sondages, le président de la République annonce que l'année qui commence sera difficile, que des « efforts importants » seront demandés et qu'il continuera, comme les Français le lui ont demandé puisqu'ils ont voté pour lui, à transformer la société.

Il peut vouloir la transformer de deux façons différentes : en mieux pour les salariés et la quasi totalité de la population. Ou en mieux pour la toute petite frange de privilégiés qu'il comble de cadeaux (qui le comblent de cadeaux).

Le « bouquet fiscal » devrait rapporter 563 millions d'euros à 18 000 contribuables fortunés qui devraient toucher chacun en moyenne 31 277 euros de remboursement d'impôts. Il ne faut pas oublier les exonérations de cotisations sociales (30 milliards d'euros prévus), la lutte victorieuse du patronat pour la baisse des salaires et le développement de la précarité, la lutte contre les 35 heures et pour une durée non limitée du temps de travail hebdomadaire, la lutte contre le SMIC, la lutte contre le droit de grève, le dangereux usage de la xénophobie pour diviser les travailleurs, etc.

Les retraités devront se contenter de 1,1% d'augmentation, soit une nouvelle baisse réelle de leur revenu. On annonce par décret l'allongement de la durée obligatoire de cotisation pour toucher une retraite à taux plein, alors qu'on sait que presque tout le monde part à la retraite après 35 à 37,5 années de travail. Les fonctionnaires ne verront pas leur point d'indice augmenter : « leur pouvoir d'achat a augmenté significativement. » Vous n'aviez pas remarqué ? En revanche, ils pourront faire des heures supplémentaires et faire le boulot de leurs collègues non remplacés quand ils sont partis à la retraite. C'est d'ailleurs ce qui permettra au président d'évaluer la qualité du travail de ses ministres de la fonction publique et de l'éducation nationale.

Les « franchises médicales » s'appliquent depuis le 1<sup>er</sup> janvier. On annonce la suppression de la prise en charge à 100 % de certaines maladies longues. Les chômeurs seront punis s'ils refusent plus de deux propositions d'emploi. Les interdictions se multiplient, comme les diverses surveillances des citoyens. Elles utilisent des matériels électroniques de pointe et très chers qui font les choux gras d'industriels amis du président. La presse connaît une crise profonde dont les causes sont en partie dues à la volonté de contrôle des rédactions par le pouvoir.

Les syndicats sont une cible principale du président de la République : il faut les réduire au rôle de partenaires sociaux qui accompagneront les « réformes ». Pour cela, on agite le problème de la représentativité qui aurait dû être traité depuis longtemps avec l'évolution de la réalité syndicale française. Cet enjeu s'exprime en particulier à travers le problème du financement des organisations syndicales et des décharges, que ce soit dans le privé ou dans le public. Richard Maillé, député UMP, a déposé à la mi-décembre un projet de loi portant sur le contrôle des ressources des syndicats et dont certains articles permettent de menacer l'existence même d'organisations qui ne seraient pas jugées représentatives.

Drôle de civilisation !

\* \*  
\*

### Trois exemples seulement pour illustrer l'élan civilisateur du président.

Ce dernier fait dire et écrire par ses intellectuels organiques et plumitifs appointés qu'il est légitime en tout ce qu'il fait parce que les Français ont voté pour lui, comme s'ils lui avaient délivré un blanc-seing sur toute question qu'il se réserverait le droit d'évoquer.

#### **Les Français ont-ils mandaté le président de la République pour casser la Fonction Publique ?**

L'intérêt général est, en France, une catégorie noble, éminente, distincte de la somme des intérêts particuliers. Il s'ensuit une distinction franche entre le public et le privé, que matérialise dans notre pays un service public important, fondé sur des principes spécifiques (égalité, continuité, adaptabilité, laïcité), et une fonction publique qui en est le cœur. C'est dans cet esprit qu'a été élaboré à la Libération le premier statut général des fonctionnaires démocratiques (loi du 19 octobre 1946), et qu'a été mise sur pieds en 1983/1986 une fonction publique à trois versants (Etat, collectivités territoriales, établissements publics hospitaliers) faisant relever du statut général 5,2 millions d'agents publics placés, en raison de leur service d'intérêt général, dans une position statutaire, réglementaire et non contractuelle.

Trois principes ont présidé à cette construction : le principe d'**égalité** qui aboutit au concours de recrutement, celui d'**indépendance** et celui de **responsabilité**.

C'est explicitement ce que le président de la République veut casser, avec tous les risques que cela comporte.

**Anicet Le Pors, ancien ministre de la Fonction Publique appelle cela une forfaiture.**

#### **Les Français ont-ils mandaté le président de la République pour briser une des bases de notre modèle social idéologique : la laïcité ?**

La religion ou l'absence de religion sont, en France, un choix personnel distinct de l'orientation générale de la société. Il s'ensuit une distinction franche entre la sphère publique et la sphère privée que matérialise dans notre pays une notion qui caractérise le génie français : la laïcité. Cette laïcité garantit la liberté absolue de pratiquer ou de ne pas pratiquer un culte. Elle garantit la liberté de réflexion et d'expression philosophiques.

La politique désastreuse du gouvernement produit une crise sociale qui s'exprime par une crise des valeurs et, au fond d'un grand nombre de citoyens, par une crise morale. Qu'il faille résoudre cette crise, nous le souhaitons plus que lui qui en est une des principales causes. Mais on ne peut pas dire n'importe quoi !

Qu'est-ce qui permet au président de la République, même déguisé en chanoine, de prétendre publiquement que les racines les plus importantes de la France sont chrétiennes ? Qu'est-ce qui lui permet de dire publiquement que l'Eglise et les prêtres doivent assumer la diffusion des valeurs de cohésion sociale qui étaient auparavant assumées par les instituteurs de la République, ceux-ci n'ayant pas prouvé dans leur chair leur attachement aux valeurs de sacrifice ?

Qu'est-ce qui permet au président de la République d'affubler la laïcité d'un adjectif prétendument positif ? La Laïcité n'a besoin d'aucun adjectif qui limite son champ. Celui-ci est toute la République.

**Ce glissement accéléré du sabre vers le goupillon est aussi une forfaiture.**

#### **Les Français ont-ils mandaté le président de la République pour bafouer le suffrage universel ?**

Ce suffrage est une conquête populaire. L'opinion personnelle ou la position de classe sont des choix distincts de la volonté populaire qui s'exprime à travers le suffrage universel. Il s'ensuit une distinction franche entre le souhaité et le souhaitable qui ne peut être tranchée que par l'expression électorale. La 5<sup>ème</sup> République a voulu le référendum pour tenter d'opposer le peuple à ses représentants. Il ne faut pas maintenant opposer les représentants au peuple ! En 2005, le peuple français a voté NON au référendum sur le traité constitutionnel européen. On a fabriqué une resucée complexe du même texte repoussé et on prétend maintenant la faire voter par le congrès et surtout pas par le corps électoral : quel manque de confiance ! Mais surtout quel mépris pour les institutions qu'on a été élu pour défendre. **Ce mépris est une forfaiture.**

Nous avons devant nous une année difficile. Le président de la République atteint le cœur du programme que le MEDEF lui a tracé et que Denis Kessler a résumé.

Dans la Fonction Publique, les coups vont être de plus en plus rudes. Dans l'éducation nationale, l'enseignement agricole, la volonté de casse va se déchaîner dès que les élections municipales seront terminées. U&A et la FSU prendront leurs responsabilités.

Dans les semaines qui viennent, nous avons deux priorités :

**Réussir la journée du 24 janvier**, tant au niveau de la Fonction publique qu'au niveau de l'éducation nationale. La réussite de cette journée de grève et de manifestations est absolument indispensable si on veut espérer arrêter la marche désastreuse du président et de ses amis du MEDEF.

**Réussir à sensibiliser nos proches et nos élus nationaux sur l'imposture du vote du traité de Lisbonne.** La politique qu'il organise est la cause principale des ravages subis par notre société. Il faut parvenir à obtenir que le peuple s'exprime à nouveau et confirme son refus de cette politique.